CIHM Microfiche Series (Monographs) ICMH
Collection de
microfiches
(monographies)



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

(C) 1997

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

Cover title missing/ Le titre de couverture manque Coloured maps/ Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaisent dans le texte, mais, forque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ There are some creases in the middle of the pages. This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.	copy available for may be bibliograph of the images in the ignificantly charachecked below.	de couleur	es of this co which may a , or which m	opy which alter any lay		lui ex bil rej da	a été possemplaire de bliographic produite, cons la méthodessous. Coloui Pages cons la méthodessous.	sible de se p jui sont peu que, qui peu ou qui peu	le meilleur ex- procurer. Les ut-être unique: uvent modifie rent exiger un le de filmage s	détails de co s du point d r une image e modificati	et e vue on
Cover title missing/ Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure servée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Pages discoloured, stained or foxed/ Pages détachées Coloured plates and/or illustrations/ Couliti inégale de l'impression Continuous pagination/ Pagination continue Includes index(es)/ Comprend un (des) index Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient: Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Masthead/ Genérique (périodiques) de la livraison Additional comments:/ There are some creases in the middle of the pages. This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.	Couverture	endommagée					Li i J' es e	endommagé	es		
Le titre de couverture manque Pages décolorées, tachetées ou piquées Coloured maps/ Pages détached/ Pages détached/ Pages détachées Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Showthrough/ Transparence Quality of print varies/ Quality of print varies/ Quality of print varies/ Quality inégale de l'impression Pagination continue Pagination continue Pagination continue Includes index(es)/ Comprend un (des) index Comprend un (des) index Le titre de l'en-tête provient: Le titre de l'en-tête provient: Title page of issue/ Page de titre de la livraison Titre de départ de la livraison Masthead/ Genérique (périodiques) de la livraison Masthead/ Genérique (périodiques) de la livraison There are some creases in the middle of the pages. Commentaires supplémentaires: There is filméd at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.							Pages I	estored and estaurées e	d/or laminated t/ou pelliculéd	d/ es	
Cates géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ There are some creases in the middle of the pages. This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.			lue			L					
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.			ıleur			V					
Planches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié avec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intèrieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ There are some creases in the middle of the pages. This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.						V					
Relié avec d'autres documents Pagination continue Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ There are some creases in the middle of the pages. This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.											
along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible. ces pages n'ont pas été filmées. Additional comments:/ There are some creases in the middle of the pages. This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.											
distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Caption of issue/ Titre de départ de la livraison Masthead/ Générique (périodiques) de la livraison Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.	along inter	ior margin/							•		
within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Caption of issue/ Titre de départ de la livraison Masthead/ Générique (périodiques) de la livraison Additional comments:/ There are some creases in the middle of the pages. Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.											
lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Masthead/ Générique (périodiques) de la livraison Additional comments:/ There are some creases in the middle of the pages. Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.	within the	text. Whenever	possible, the								
Masthead/ Générique (périodiques) de la livraison Additional comments:/ There are some creases in the middle of the pages. Commentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.	lors d'une mais, lorsq	restauration appa ue cela était poss	raissent dan	s le texte,					la livraison		
Conmentaires supplémentaires: This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.	has ete iiiii	1663.							liques) de la li	vraison	
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.	1			e are s	ome cr	eases i	n the r	middle o	of the pag	es.	
				1		22 X		26 X		30 x	
						T	7.7				
	12X		16X		20 X		24X		28×		32

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

Archives of Ontario

The images appearing here ere the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meening "CONTINUED"), or the symbol ▼ (meening "END"), whichever applies.

Meps, plates, charts, etc., may be filmed et different reduction ratios. Those too lerge to be entirely included in one exposure ere filmed beginning in the upper left hend corner, left to right and top to bottom, es meny frames as required. The following diegrems illustrete the method:

L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la gènèrosité de:

Archives publiques de l'Onterio Toronto

Les images suivantes ont étè reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de le condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité evec les conditions du contret de filmage.

Les exempleires origineux dont le couverture en pepier est Imprimée sont filmés en commançant per le premier plet et en terminent soit per le dernière pege qui comporte une empreinte d'Impression ou d'illustretion, soit per le second plet, selon le ces. Tous les eutres exemplaires origineux sont filmés en commençent per le première pege qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant per la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaître sur le dernière imege de cheque microfiche, selon le ces: le symbole — signifie "A SUIVRE", le symbole V signifie "FIN".

Les certes, plenches, tebleeux, etc., peuvent être filmés à des teux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bes, en prenant le nombre d'imagas nécessaire. Les diegrammes suivants illustrent le méthode.

1	2	3

1	
2	
3	

1	2	3
4	5	6

Mouse of Commons Debates

FIRST SESSION-TENTH PARLIAMENT

7

SPEECH

IR. A. E. KEMP, M.P.

OV

Provincial Government in the Northwest

OTTAWA, WEDNESDAY, APRIL 26, 19-5.

Mr. A. E. KEMP (East Toromo). Mr. Speaker, in continuing this debate I feel somewhat relieved when I realize that I am not a member of the legal profession, and therefore I shall not be expected to give any iegal opinion in respect to the constitutional aspect of this question relating to the autonomy of the Northwest Territories. invend to deal more particularly, and briefly, with that portion of this Bill having reference to educational matters; and the stand which I intend to take is that there is ro practical difference between the original clause dealing with the educational question and the amendment thereto, of which notice has been given in this House; that, in substance and in principle, they are practically the same. I say that I do not intend to deal with the constitutional a pect of these clauses, hecause I intend to rest my position upon the argument put forward in this House by the leader of the opposi-tion, a geutleman in whom, a thluk, we all have confidence, and especially do we have confidence in his legal opinions; therefore, I feel satisfied to rest my case in respect to this feature of the Bill upon his judgment. Sir, my premises will be that this parliament is not called upon to make what I believe to be an amendment to the constitution by forcing these educational clauses upon these provinces, and in that respect creating a constitution for them. I say that this parilament is not called upon to legislate in this manner, and that it is pursuing an unconstitutional course in doing so.

In discussing this Bill, many questions have been introduced which have no hearing upon the issues before us. The Quebec situ-

ation has been more than once, more than twice, more than a hundred times, referred to and dwelt upon by members of this House, sometimes in order, and sometimes out of order, I think. In dealing briefly with this matter, I would refer in passing to the speech of the hon, member for Labelle (Mr. Bourassa), a speech which I could not but regard as inflammatory and as one which does not correctly represent the views of the people whose cuse the hon, gentleman professed to champion. I do not find in the speech of the hon, member for Labelle one generous word with respect to those who differ with him on this question: I cannot discover that he exercised any restraint lu the sentiments he put forth, though they differed very much from tue sentiments of a majority of his colleagues from the proviuce of Quei c. While he was speaking, I felt that the cause of those on whose behalf he spoke was not safe in his hands. His course was a heedless course, an extreme course, and one which I am certain will be barren of good results. In discussing this question both the hon. member for Labelle (Mr. Bourassa) and the Solicitor General (Mr. Lemicux) referred to events in this country over a hundred years ago, they referred to what happened in the year 1774 and also in 1812. I am not referring to this matter for the purpose of criticising the utterances of those hon, geatlemen, hut for the purpose of agreeing with a great deal of what they said. I do not see however, that this part of the speeches of those hon, gentlemen had any bearing upon the issues now before us. My only reason for referring to the matter at

all, is that these hon, gentlemen brought it forward in the course of this dehate. They reminded the House of what happened during the war of the American revolution, how emissaries came to this country from the revolted Protestant colonles to the south. These emissaries came to the French Canadian priests and the French Canadian pesple and invited Cauadians to throw in their lot with the revolution. These hon, gentlemen reminded us how both the French Canadian priests and the French Cauadlau people scorned the advances made to them in 1774 to john a rehellion agalast Great Britain and In 1812 to give sympathy and ald to those who were at war with Great Britain. These people decided to remain British citizens and they were loyal and sincere in the stand they took. I agree with all that and I am proud of the stand taken by the Freuch Canadians on those occasions as are these bon, gentlemen themselves. But I should have been glad had these hon, geutlemen gone further and explained-in order that we might understand the point that they were making-what other position these people could have taken. Had they pursued any other course than the one they did, tiney would have lost British citizenship, and that they dld not want to do. They preferred to be British eltizens rather than become citizens of a country in which they could not have maintained the privileges guaranteed by the settlement of 1759. would like to have had these hon, gentlemen go a little further, and explain to me what object the French Canadlans of those days could have had in joining the United States. These hon, gentlemen are protesting against the establishment here of the kind of schools such as they have in the United States. Had the French Canadians joined the United States, would not that race by this time have become assimilated with the Americans? Would not those with the Americans? Would not those who joined the United States and their offspring have been educated in the public schools which were spoken of in such a disparaging way by the Prime Minister? Considering these things, I cannot see what point these hon, gentlemen sought to make in referring to these old events in their speeches in this debate.

A good deal has been said about the Quebec minority; and I also propose to deal with that matter, as coming from the province of Ontario. I wish to deal with it in a way that will not be offensive, I am sure, to my fellow-countrymen in hat province. I do not propose to criticise the Quebec cancational system. In that province, the public school system, which is Catholic, appears to suit our fellow-countrymen of French origin. These schools have been instrumental in preserving the French language, and in keeping the religious observations of the church impectors in the minds of the people. The schools are practically a part of the church.

And through the devotion of the clergy to the object in view, there is in Quebec a devont people, who have a great reverence for the Christian religion, as it has been taught to them. And I believe that uowhere in Caunda does there exist a better living people than the people of the province of Quebec. So far as the Catholics of that province are concerned education is a union of church and state—such a close union as it is not possible to achieve in any other part of Canada.

The Minister of Agriculture (Mr. Fisher) referred at some length to the situation in the province of Quehec. He was well informed on the subject because he not only represents that province as a minister of the Crown, hut he has lived in that province probably all his life. But I think, Sir, that the Minister of Agriculture was most unfair in the way he har led this question and in "dust members on the charges he and against the this side of ighout the coun-Conservative niace and speak-1 try. Standln lng as a r the Crown, In which capach, important department of or affairs in every province of the Dominion from the Atlantic to the Pachic, he made the charge that the Conservatives were endeavouring at the present time to do away with separate schools in every province of this country. Here is what this hon, gentleman sald:

We find the Torics now wedded to the Idea of the right of the majority, the absolute right of that majority, which they say demands that in Canada there shall be no separate schools, and that the Catholic people of this country shall not be given consideration for their cherished principles and cherished feelings. Sir, I do not wonder at this.

Now, Sir, what authority had the Minister of Agriculture to make such a statement in this Honse, a statement that will be sent hrondcast throughout the country? What he has sald is utterly without foundation. There has been uo attempt in this House, nor have I heard of any movement in this country which would justify any one in coming to the conclusion that we desire to do away with separate schools in Canada. 1 would like to have the minister furnish even one particle of truth to substantlate this statement. Are the members of the Conservative party trying to do away with separate schools in Ontario or in Quehec where the separate schools are guaranteed under the constitution? Or are they trying to do away with separate so Jols in any other province? Not a bit of it, and I regret that a minister of the Crown charged with the great responsibilities that the hon. Minof Agriculture is charged with should have unde such a statement and that it should have been spread broadcast in the way It has been over this country.

In discussing this question, as I have said, the situation in the province of Que-

bec has been brought into the debates on many occasions. The situation in the province of Quebec is unique. It is entirely different from the situation in any other province in this country. We have, in the province of Quebec, an almost solid French Canadian population which is Catholic and there is no mixture of Protestants and Catholics in the greater portion of that province. There is a mixture of Protestants and Catholics in the Eastern townships, but, so far as the great majority of the people are concerned, there is a solid Catholic and French population, and it is very easy in that province to regulate these matters. In making comparisons and in illustrating the situation I do not see how we can compare the situation in the province of Quebec with the situation which will exist and which does exist in the Northwest Territories or in any other pro-

vince in this country. I regret that this question has heen brought into the arena of federal politics I regret that some means have not been taken of overcoming the difficulty in some other manner. We have before us the example of Manltoba. We know what happened in Manltoba only a few years ago and did not that Illustration show us how impossible it was for this parliament to legislate with respect to this question without creating the greatest amount of friction and without leading to the debate and the agitation that we are experiencing in this country? Would it not have been better country? that the matter should have been left to the provinces the same as it was left to the provinces of Nova Scotla, New Brunswick and Prince Edward Island and could we not reasonably hope that our Roman Catholic fellow-citizens would have fared better if the question had been dealt with In that way? The hon. Minister of Agri-culture, in the course of his speech, said that he had no fear for the minority in the province of Quehec and I agree with him entirely in respect to that. I have no fear for the minority in the province of Quebec. I have no fear that any privileges or rights in respect to education which they enjoy at the present time will be with-drawn from them, and that is not hecause, in the Britch North America Act. there are certain references to the questlon of education in Ontario and Quebec. It is because the people of the province of Quebec are dealing with the question in a reasonable and sensible manner. It is because the government of Quebec knows better how to deal with that question than this federal parliament. But, what would be the position supposing the minority in the province of Quebec were interfered with? How would the children of the minority be educated? How could they be educated? I will take this question up for a moment in order to reason it out with

Quebec whose views perhaps differ from mine, yet whose views I respect, and to point out the different position that exists in the province of Quebec from that which exists in other portions of Canada. In the province of Quebec the schools which are Catholic and which are suitable to the conditions which exist there are religious schools. I have here some extracts from the regulations of the governing committee of the council of public instruction of that province, and I will read one or two of them.

Religious Instruction is the most important of the subjects of the course of study, and it shall be taught in every school. In answering questions in the catechism, pupils shall give the exact words of the hook, in sacred history lessons this is not necessary. The teacher shall follow the advice of the curé in all that concerns the moral and religious conduct of the pupils.

Eisewhere in the same set of rules we read:

Religion shall hold the first place among the subjects of the course of study and it shall be thught in all the schools.

I want to say ugain that I have no word of criticism to offer with respect to the remiations of the council of public instruction in the province of Quebec. I nm uot citing them for the purpose of criticising them, but I am citing them, because, in the discussion that has taken place, the posttion of the minority has been referred to so frequently and the question which I ask is: What would the minority do if the privileges which they now enjoy were taken away from then? How could their privileges be taken away from them? If their privlieges were taken away from them how could their children be educated? Could we expect the children of the minority to go to schools regulated by the reguiations which I have just read? No one would expect that, no government in Quebee would legislate in any such way, and neither would this parliament in any shape or form attempt to Interfere with the privileges of the minority in Quebec. Why, Sir. It would be just as unreasonable to interfere with the privileges of the minority in Quebec, to take away those privileges and force the children of the minority into the Catholic schools as it would be for the province of Ontario to attempt to enact a law forcing Catholic children to go to Presbyterian Sunday schools. One would be just as ridienious as the other.

better how to deal with that question than this federal parliament. But, what would be the position supposing the minority in the speeches of the hon. Minister of Agriculture and the hon. Minister of Agriculture and the hon. Minister of Finance in reference to the great majority that with? How would the calidren of the minority be educated? How could they lee ducated? I will take this question up when I heard the hon. Minister of Finance announce the great majority that my fellow-countrymen in the province of would be rolled up, and when I heard him

tell how the party were united that there would be a great majority. I look forward to a great imajority. The government have made this a party Issue. They have required all their supporters to some to their assistance.

An hon, MEMBER, We got some of yours.

Mr. KEMP. But, the majority which they will roll up on this question will not be the majority which was elected to vote on this question or to deal with it in any The government have a shape or form. large majority and they will gam a few from this side of the House who may see eye to eye with them on this question, but the government were not elected on this Issue, this issue was not before the country in the recent elections; in fact no hint was given to the electors that such a grave issue should be rasted in the event of this administration being returned to power, and it cannot be said that these hon, gentlemen who are voting represent in every case the views of their constituents. The hon, Minister of ... lenture, in the course of his remarks, seemed to Indicate that there was no honesty of purpose in the agitation which exists in regard to this question. He seemed to think there was no honestr ef purpose in the west in the agitation which is going on. He was not generous enough to credit any one who differed from him on this subject with sincerity. He did not seem to be of the opinion that any one else had a right to express a different opinion from him. It seemed to me that the hon. Minister of Agriculture did to some extent play the role of the tyrant in the attitude which he displayed when he discussed this question, but I heg to assure the hon. Minister of Agriculture and other hon, members of this House that the end is not yet. and that they will have cause to feel that they have made a mistake in the course which they have taken.

I have already referred to the attitude which the hon. Minister of Finance took when he discussed this question and when it seemed to me he made the most lilogleaf speech that I had ever heard him make. It seemed to me that when an hon, gentleman like himself would take an exactly different position from that which he took in 1896 be was most illogical in the conclusions which he came to and in the statements which he made. Mr. Speaker, it is only nine years since we had an agitation similar to the present one in this country. since we had a question similar to this question which is now before us. It is still fresh in the minds of every hon, member of this House, and it did seem to me that if there was any reasonable excuse that the government could have found for dealing with this question in any other way, for instance, by leaving it to the provinces instead of dealing with it them-

selves, or if they could have adopted any other possible means, they should have done so, and I must confess that I was dumbfounded with the lack of seriousness with which the right hon, leader of the government (Sir Wilfrid Laurier) tossed this vexed question into the arena of federal politics having in view what Lappened only nine years ago. The right hon, gentleman was fresh from the country. had come back from the country with a large majority and it did seem to me. that, notwithstanding the fact that a large section of the people of this country were ngitated in 1896 over practically the same Issue, he must have thought he was invincible and that he could lead the people hring them to his or any other question. vlews on a. Did the the gentleman tillnk hon. that right. agitation which took plac on this same question in 1896 was simply a joke, and did he welcome another agitation of the same kind? Did he think it was a good thing for us to wrangle in this House for weeks and months on a question of this Were there no Important Issues which would have for their object to promote the prosperity and happiness of the people of this country? I say 1 regret the manner in which this question was introduced, and I can see no reasonable excuse for it being so introduced.

A good deal has been sald about the agitation which is at present going on in vortaons parts of the country, and especially in the province from which I come. A good deal of surprise has been expressed that there should be any agitation, and some members of this House have gone so far as to say that there is no particular feeling or sentiment on the question in Ontarlo beyend eertain areas and certain individuals. Now, an expression has been used in this debate which is very approprlate, namely, the opinion of the man on the street; I think that phrase was introduced by the ex-Minister of the Interior (Mr. Sifton), and I say that the man on the street looks upon this question which we are discussing here to-day in precisely the same light as the question which was discussed in 1896 was looked upon at that time-as a vexed question which should be kept out of Dominion politics, if possible. I am going to point out why the public are aroused in the province of Ontario and why they are ustitled in the stand they take. Some hon. gentlemen on the other side of the House have tried to minimize that agitation and to show that there is no public feeling on the subject; but I believe I shall better he able to retain the respect of my fellow members from other provinces by stating the exact position of the case rather than by attempting to minimize the facts. In 1895 the ex-Minister of the Interior (Mr. Sifton) stumped in the province of Ontarlo on the Manltoba issue. The Remedial Bili was referred to, but the discussion at that time resolved itself luto one on the principle of separate schools in the province of Manitohn. The hon, member for Brandon came into federal polities and became a cabinet minister upon that question and upon no other. His views were known to the public and to his colleagues, and he took strong ground upon the question in the various speeches he made. The people of the province of Onlarlo believed at that time that the premier shared the views expressed by him in the county of Haldimand and other places where he spoke. The people of the province of Ontarlo and the people of other parts of this country and I am borne out in this statement by what the ex-Minister of the Interfor said in this House a few days ago-helieved that the present Prime Minister prevented separate schools as they existed from being forced on Manitoba in 1806; they believed that he was the champlon of those who were against separate schools in Manitolm. The ex-Minister of the Interior said in his speech that the Prime Minister stood in the way of those who wanted to force separate schools on that province in 1896. 1). The course of one of his speeches in Huldl mand in 1895-and this sentiment will be found running through many of his speeches -the hon, member for Brandon (Mr. Sifton) sald:

We have a very large territory; our country is a country of magnificent distances; we have unfortunately pursued a polley in regard to land, and t am not here to discuss or criticise that at the present time, but there is a good deal of land that is not occupied by actual settlers, and the people are not as close to-gether as they should be for the purposes of social life. The country is sparsely settled as a rule. When you get out into the country which is sparsely settled, there is the diffi-ectty of getting enough families together to form a school district. In order to make the system ellieient, we have settled the policy that we should not have the school district more than four or live miles square. Supposing that you find in a sparsely settled district anough families to make a school, with eight or ten children able to go to that school, and suppose three or four are Roman Cathoites, under the old system they were exempt from taxation, they would have nothing to do with the formation of a public school district, and the result was that in many of these plaalthough there were enough people, Protestant and Catholic, the result of the division of the people was that you could not get a school district.

That was the position the hon, member for Brandon took before the people of this country ir 1895 and 1896. The same principle is involved in the present discussion with respect to the sparsely settled districts of the Northwest; and I think I shall be able a little later on to show the inconsistency of the hon, member in the position he has taken on this aprestion. This statement of the hon, member for Brandon was a proof that the Prime Minister was in entire sympathy with the doetrine he then le'd down

because he was taken into the Prime Minister's eablnet and no effort since been attempted to force separate schools upon Manitoba. But, Sir. there were other incidents to prove the same illing. I can remember the occusion of a great public meeting in Toronto, on February 24, 1896. It was open to my one who might wish to uttend for the purpose of discussing the Manitoba school issue. It was a non-partisan meeting. The chair was accepted by our late lamented friend Mr. E. F. Clarke, the late member for Centre Toronio. There were both Conservatives and Liberels present. Mr. Dulton McCarthy recelved in invitation to attend, and did utlend; Mr. Joseph Martin received un invitation, and did attend. The present Postmaster General (Sir W llam Mulock) received an Invitation and stended the meeting, and on rising to speak be told the people that the there after discussing the mut he had ter who are leader Mr. Lat der. Mr. Dalton M. arthy, on the following to the said:

The present Postmaster at then rook position directly opp while he now takes on that is one of the reast of Ontaria are aroused.

The present Postmaster of The Postmaster of

Resolved, that the juris little Dominion parliament in educations copilonal, and while we may to whether such jurisdiction outsh are absolutely unanimous that it be resorted to except in cares clearly proven abuse of the power of ity in any province, and after all of to remedy the grievances have been

Speaking to that resolution be

If then, Sir, in all the maritime |
this question has been capable of ad
by the people concerned, are we not war
in believing that equally happy results
follow if we allow the people of Maaitoha |
selves to come together, as the resolu
from which t have quoted indicate they
willing to do in a friendly conference, w
view of removing every grievance.

He was referring in his speech people of Prince Edward Island Brunswick and Nova Scotla. He wareferring to the old provinces of Uppe Lower Canada.

So divided dld the people become or clucational and other cognate matters, it government became an impossibility, and at last the great men of that lay, regardless of their views, united to decise a scheme that would regulate educational and other matters of a kindred character to the local lerislature rather than to the arbitrament on each occasion of

the representatives of the whole people of Canada, and no one subject was with greater unanimity regarded as peculiarly proper to be dealt with by the provinces affected rather than the Dominion parliament, than was the subject of education.

In 1896 the Postmaster General laid it down as a doctrine in the speech to which I have referred that the question of eduention could more properly be dealt with by the provinces than by the Dominion parilament, He expressed the view which I have expressed that at all times if it is possible to keep this question of education in the different provinces out of the arena of federal polities it should be kept out of that arena. If the Postruster Gen-eral or the member for Brandon (Mr. Sifton), or t_e Minister of Finance (Mr. Fielding) who expressed exactly the same views in Nova Scotia 1896 as this hon, gentleman expressed in Ontario, or the Minister of Customs (iIon. Mr. Paterson) will rise in this House and sny that the public had no warrant for coming to the conclusion they did in 1896 in respect to the position taken by the Prime Minister and his colleagues, then I say the campnign carried on in 1895 and 1996 was the most deceptive political camign ever carried on in this country. fact of the matter is that the people had It perfectly fixed in their minds that the Liberal party from the premier down were against the principle of separate schools. If when the present administration came lato power that party was known to a large section of Canada ns standing for or against any one principle, it was known as standing against the principle of separate schools la the west. The reason why public opinion is aroused is because the people feel that they have been deceived in regard to the attitude that this government has taken upon this question; they are disastisfied and they are disappointed with the remarks made by the Prime Minister when he introduced the Bill into this House. in his speech in moving the second reading of the Bill the Prime Minister referred to the press of the leader of the opposition and the agitation which this press was making for the purpose of stirring up strife and discord in this country. I would like to ask the Prime Minister what section of the press of the leader of the opposition is responsible for this agitation? Where is the Toronto 'Globe' on this question? Is there any paper in this country with greater influence in the Liberal party than the Toronto 'Globe'? Is not the position of the Toronto 'Giobe' on this question as nearly as possible simiiar to the position which the leader of the opposition (Mr. R. L. Borden) has taken? And has the 'Globe' not expressed itself on different occasions as being very much opposed to the educational clauses of this Bill? Is the 'Glebe' not in favour of omitting them altogether? But how could

the 'Globe' take any other position than that which it has taken? How could hon, gentlemen expect the 'Globe' to take any other position? What was the position it took in 180d. Was it then not in favour of leaving the question of separate schools in Munitoha to be dealt with hy that province? if hon, gentlemen will look through the files of the 'Globe' ail through the agitation of 1895-96 they will see that the position of the 'Globe' at that time was in harmony with the position of the 'Globe' in 1905. I am not here for the purpose of defending the course of any particular newspaper, but a good deal has been said about another newspaper in Torouto and the gentleman who edits that paper. That contleman edited the Toronto 'Globe' in 1896 and could the gentleman who edited that paper at that time take n different position in 1905 than that which the 'Globe' took in 1896? It may be possible that hon, gertlemen opposite may think it necessary to change around, right about face on this question, but they must not always expect every other person and newspaper to follow their lead in to ters of this kind. It is interesting to analyse this question and to find out who it is who are agitating, and who are interested in the discussion of this question and whose views differ from those of the government upon lt. I think as good an illustration as I can bring to the attention of the House is a protest which came from the city of Toronto a short time ago in the shape of a resointion which was passed at a public meeting. I wish to say that the protest and the agitation and the blgots and the fanatics so called by hon, gentlemen opposite are memhers of the Liberal party in the province of Ontario. On March 20th, 1905, a meeting was called in the city of Toronts, a public meeting of citizens for the purpose of considering the very question we are now discussing in this House. We do not find that Conservatives were invited to attend that meeting and take part in it. We find that at that meeting a letter written by Mr. Goldwin Smith was read. I shall read that letter to the House.

Inough I cannot be with you personally, at the meeting on the school question, my bearty sympathy is with you. A great question, vital to our constitution and our civilization, has been thrust upon us. Let it be clearly and unequivocally settled. If the party politicians will not do this for us, let it be done by the people.

I intend a little later on to say something about the so-called blatant mob in Torouto. I do not suppose any hon, gentleman opposite will accuse Goldwin Smith of heing a part of a biataut mob or a higot or a fanatic. Mr. Goldwin Smith is a personal friend of the Prime Minister's and a gentleman who walked hand in innid with him in the commercial union days.

Mr. W. F. MACLEAN. And colleleves in it and they do not.

Mr. KEMP. Yes, a geatieman who has always supported this government and its policy. Then there was another gentleman who could not be present at that meeting. but I shall not detain the House by reading a letter valeh he sent to the meeting. That gentleman was the mayor of Toronto, the gentleman who ran in opposition to the present member for North Toronto in the last federal election, a Liberal through and through. He felt called upon to protest and did protest and his letter will be found in the published report of that meeting in the press. Then the next gentleman whose name I saw was Mr. Stateleton Coldente who is coldente who is coldente. pleton Cridecott, who is a Grit of the Grits. vas before the public in the last 'cetion as Liberal candidate for His aan provinci North A ato. He came to the meeting which b ted Mr. Blalu, and explained that it was only because his doctor said e was in too poor health that he did not sceept the nomination. Mr. Caldecott is so tiong a Grit that I have never in my expresence ventured to discuss politics with him. He is nitogether too decided in his opinious. Well, he spoke at that meeting and his sentiments were in accord with those of the other speakers. The next gentleman who spoke was Mr. J. S. Willison, formerly editor of the 'Gloie,'—the gentleman who wrote the biography of the right hon, the First Minister. And no more warmer friend or greater admirer of the right hon, gentleman exists than Mr. Willison. Mr. Willison spoke next to the same effect as the others. Then I find that the next speaker was Dr. Goggin. In the course of his remarks, Dr. Goggin said :

I take it that we meet here to-night us a body of Liberais, intent upon setting before our party our views on this subject, whether they be right or wrong. This I believe is one of the qualifications of a good party man. We are not here as a body of Conservatives intent upon making capital for ourselves. We are not here as a body of Orangemen trying to strest Romaulsm. We not not here as representatives of the various churches to protost against the action of our brothers in the Roman communion. It... we nre meeting here simply and solely as citizens of the city of Toronto, with patriotic interest in the welfsre of our fuir Domlnion.

Then I come to the next gentleman who took an active part in that meeting, and whom I find described in this report as Dalton McCarthy's nephew. I presume the reason he was thus described is the high regard which the people of Toronto have for the late Dalton McCarthy and his great attainments. I need not read what his nephew said, because his views are well known to the House. The next gentleman who spoke was Mr. D. E. Thompson, K.C.—I cannot remember of any one political campaign in Toronto in which Mr. Thompson

did not take an active or prominent part as an advocate of the Liberal cause. I do not suppose that in all his career he ever cast a Couservative vote. He is one of the ahlest lawyers in the city of Toronto; and unless he were thoroughly convine d of the soundaess of his opinious, he would not have attended that meeting. In the course of his remarks, Mr. Thompson said:

The Laurier government came into power on the Malitoba school question. The question of autonomy had been before 'hem four years and they know what ' ley were loing. What I want to know is why, I they were going to take this serious step in reference to education, the electorate was not taken into their confidence.

Three other gentlemen addressed that meeting, who are clergymen. I do not propose to jr ac of what type of polities these gentlemer are. In my opinion a clergyman should have no politics, or at least he should not express himself openly on questions of a party character except on a very rare and special occasion. The three clergymen who spoke were the Rev. Dr. Millgan, the Rev. Canon Cody and the Rev. Dr. Potts. I do not know what are the politics of any of these gentlemen, but I know that Dr. Milligan, was a great personal admirer of the Hon. G. W. Ross, I know that Mr. Ross attended his church, and I do not think he had anything to complain of very often regarding the actions of this government. Dr. Milligan said:

Concerning the deliverance from Ottawa a mouth ago, the reverend speaker said it came like a thunder ciap from a clear sky, considering the attitude of the Liberais in 1896.

The Rev. Canon Cody said:

A sim is solution would be the best and the obviour one is to keep this tangled question out of lominion politics and isnve is to the provi is to solve.

The Rev. Dr. Potts thus expressed himself:

If Paul could say ho was a liebrew of the Hebrows, Stapleton Caldecott could say ho was a Grit of the Grits. When I open the 'Globe,' as I do every morning—and in order that I may not be injured I read two Conservative papers—and see the noble stand it is making on this question, I am heginning to realize that country is more than party.

Now, I have taken up a little time in laylag before this House the foundation of the agitation in the province of Ontario and the position which intelligent men take on this question. I regret exceedingly that it has been found necessary by some hou, gentlemen, in the course of this dehate, to call names and to charge the people of Ontario with being bigots. I do not think that any hon, gentlemen in this House will say that these gentlemen who spoke at this meeting are higots or Tory fanaties or anything of that kind, and I regret that some hou, monbers have found it necessary to resort to

that style of argument. So far as I am concerned, I want to repudiate the charge of higotry directed against the people of Ontario. A large number of the people of that province sincerely believe that the educational policy of the government in respect to the two Bllls under consideration is opposed to the best interests of the west. They are firmly convinced that it will be a great injury to that country to saddle it with a dual system of schools. It may he that the ideals which a section of the people of Ontarlo wish to attain in respect of But whethis question are unattainable. ther they be unattainable or not, let us discuss these things in a reasonable way. Let us not say that the people of the province from which I come are seeking to raise a racial issue. Such is not the case, and I defy any one to bring a tittle of proof to substantiate any such charge.

Before this Bill was introduced, I had recelved a great many letters, chiefly from my constituents, with reference to this question, and also I received a large number after this Bill was brought down. I have selected two letters from the bunch in my desk, and I propose to read one of them and an extract from the other, and what I do not read in the other has no reference to the subject we are discussing. My object in doing this is to show what is in the mind of the ordinary voter-not the ordinary professor in a university or college or the ordinary lawyer or business man, but the ordinary man on the street; and I must say that the greater number of the letters I have received come from workingmen and mechanics. The gentleman who wrote me the letter I am about to read, wrote it on the 20th February, before the First Minister introduced his Bili. And I want to say that I have selected two letters from Orangemen. I think our friends from another province may have an exaggerated idea what an Orangeman is. I do not know as much about the Orange Order as I might hope and I wish I knew more, but what I do know about it is nothing but good. I do not know anything in regard to them different from that. This gentieman in writing to me, sāys:

The Orangs association does not look upon this question in a spirit of narrow bigotry, but takes the broad view that in a country like ours we should endeavour to assimilate the different creeds and nationalities that maks up our population; and in no way do we think this can be accomplished as well as by a system of national public schools.

Now, I can easily understand that that view will meet opposition; I can easily understand that it is different from the view taken by many hon, members of this House. But I do say that there is nothing bigoted, there is nothing fanatical in it. And it is the opinion which prevails largely in the province of Ontario. There is nothing in that oplnion which can possibly give of-

fence. Now, I wish to read another letter which was addressed to me. This is dated 10th February, and I would ask hon. members to bear in mind in this connection the fact that the Prime Minister did not introduce this Bill until 21st February. This correspondent says:

As you are doubtiess aware, it is rumoured that it is the intention of the government to insert a clause in the constitution of the new province or provinces to be erected in the Northwest Territories of the Dominion, Fequiring those provinces to maintain a system of Roman Catholic separate schools. Now, I do not think it can be successfully controverted that the separate schools of this provinces are a hindrancs to its progress; first, by reason of the inferior educational facilities they offer in comparison with our non-sectarian public schools; second, by reason of the distrust towards each other which they engender among our citizens; and, last, because of the additional expense occasioned by maintaining a dual system. If thon, separate schools have retarded the progress of our own fair province, how important it must be that those new provinces destined to become the pianting-out ground of a great empire, should be permitted to develop into gianthood, unshackied by the binding processes which are dwarfing their sisters, Ontario and Quebec.

A truiy national policy for the west would be to make all creeds and nationalities equal before the law by maintaining only national secular schools in which only one language is taught and only one fiag is recognized.

As, therefore, you were elected to represent the district of East Toronto in pariiament, and I am an humbie elector of that district, I respectfully urge you to oppose the enactment of such an iniquitous clause, even should you find it necessary to antagonize political friends by so doing.

I repeat that it may not be possible for every hon, gentieman in this House or for some citizens of this country to agree altogether with these sentiments: but I say that these sentiments are those cherished by a large section of the people of Ontario, people who are reasonable and sensible, and from whom this agitation comes.

The hon, member for North Ontario (Mr. Grant) in discussing this question the other night, showed himself to be in an apologetle frame of mind. He felt called upon to apologize from his place in this Honse for the province from which he comes. He apologized to his colleagues in this House and to the people in other parts of the country especially for the city of Toronto, because of the position it has taken upon this question. Sir, I have no doubt that the people Toronto felt very much relieved after that hon, gentleman (Mr. Grant) had made his apology. The people of that great city, I have uo doubt, were downcast, they went about with their heads down and feeling very glum. But, after the hon. gentieman had made his apology on their behalf they would make up their minds that the situation was improving and that they might attend the horse show and enjoy themselves. The hon, gentleman (Mr. Grant) In continuing thought his apology as applled to the whole of Ontario, was too general, and he gave us to understand that all the familieal people were to he found within the limits of the city of Toronto. Now, Mr. Speaker, the population of Toronto is made up almost wholly of native Canadians, and of natives of the province of Ontario at that. Toronto is not a composite city, it is a Canadian city. I can assure you, Mr. Spenker, that the people of Toronto do not differ in sentiment and opinion, at any rate so far as this question is concerned, from the people of the rest of the province of Ontario. The hon, member for North Ontarlo (Mr. Grant) tried to lead the members of this House to believe that the educational clauses in this Bill were satisfactory to the people of this province and to the people of his constituency. One hearing or reading the hon, gentleman's speech would come to the conclusion that the people of the riding of North Ontario and the people of the whole province of Ontario were crylng out to have these clauses enacted in the Bill. Of course, I do not pretend that these were the hon, gentleman's words, but no other idea could be taken from his obser-As I vations than the one I have given. As I have said before, it would be far better If hon, members on the other side of the House would tell their colleagues and the people generally the exact position of affairs in Ontario so far as this question is concerned. The hon, member for North Ontario went so far as to speak of the people who had slucere views on this question and who are moderate and reasonable people as a 'biatant mob.' He wanted his colleagues in this House and the people in other parts of the country to understand that when these people spoke on this subjeet they were like a lot of calves beliewing -for that is the meaning of his words. I repeat that it would do much better if hou. gentlemen opposite would speak out and state what is the sentiment in Ontarlo. Of course, anything that I might say on this point would in all probability have but little Influence with hon, gentlemen opposite. But perhaps they will listen to the leading organ of the Liberal party in Ontario. What the says on this subject may sink ' Globe ' deeper into their minds and hearis. On the 19th of April the 'Giobe' had a leading editorial on this subject, and I propose to take up yourt ime in reading this short article in ease it may have escaped the attention of hon, members. It hears the significant eaption, 'In a Fooi's Paradise,' and is as follows:

Those who suppose that opposition to the educational clauses in the Northwest Autonomy Bills is confined to Toronto, and that it is dependent on Orange-Toryism for its vitality, are iiving in a fool's paradise. It may be that the noisiest elamour is being made by Toronto Tories and by newspapers eatering for ultraparadise.

Protestant and Tory or quasi-Tory support. But such opposition is utterly without significance, and may safely be disregarded both by the public and by parliament. And it may be, too, that public opinion on this and other questions is represented as inadequately and as uncertainly in a Toronto club as in the lobbies and smoking rooms of the House of Commons. That point need not be argued.

But the point of capital importance, and which cannot be disproved by shutting one's eyes to its undesired existence or by shouting bravely that it does not exist, is the unmistakable fact that not in Toronto alone but in scores of centres throughout this province the sanest and stendiest and most intelligent men cannot bring themselves to approve of the Dominion parliament, on any pretext whatsoever, interfering in the educational affairs of the new provinces. The men who make this objection are not Tories. They are not Orangemen. They are Liberais. They are, some of them, the men who give virility and prestige to Liberalism in their constituencies, and without whom there would be no Liberal party worthy of the name. To ignore the fact of their opposition, to minimize its significance, or to misunderstand its quality is to play the part of children in a situation when demands the wisdom and courage of men.

Another delusion is the notion that this significant opposition is wholly based upon racial or religious prejudices. There are, to be sure, race and creed fanaties here and there through-Ontario whose occupation would be gone and whose enjoyment of life would be destroyed were they unable periodically to raise a seare about French Canadian domination or the aggression of the hierarchy. But there is no endurance in any opposition they mny excite; and if the present controversy is politically abortive it will, in a large mensure, be due to the revoit from the part played by the leading organs of nnti-French and anti-Catholic fanati-The opposition that counts, however, and that will survive when the frenzy of the professional fire-eaters is past, is the deliberate and convinced opposition of the men in dominantly Protestant constituencies who have never bowed the knee to the Baai of race and creed prejudice, and who again and again defended the inalienable rights of religious minorities against There are Prounjust political antagonism. There a testant Liberals who fought the P. P. its minions in their anti-Catholic campaign in Ontario ten years ago, who would not Join the equal rights movement or withdrew from it when it was diverted to baser purposes, and who in every empaign of bigotry since con-federation stood resolutely for the principle and the practice of religious tolerance and racial unity. To class those men, and men of their spirit, with the Toronto sensationalists, or to regard their opposition as either misguided or short-lived, is to comfort one's seif in n fool's paradise.

Members of the Liberal party in the House of Commons would follow the counsels of prudence if, during the Easter recess, they sounded the most intelligent and most significant opinion of their leading support. The echo voice of the purhlind partisan is unimportant, and members of parliament ought to gnard against the soothing tones of those who would heal the hurt of the Liberal parly lightly with their peace! peace! when there is no peace. A public man cannot afford to live in a fool's paradise.

I think, Sir, those words will sink deeper listo the hearts and minds of hon, gentlemen opposite than the words that fell from the lips of the hon, member for North Ontario (Mr. Grant). I notice in a cabled press despatch to-day the opinion of another authority, an emlnent Canadlan states-man who has been translated to the Senate, that place which in late years have become a haven of rest for deteated Liberal candidates and for political nonentitles with long purses. I notice by a telegram to the Canadian Associated Press that Senator Fulford has been putting forth some views in England with regard to this question. I do not suppose that gentleman could possibly have received a copy of the 'Globe' in which appeared the edltorial of the 19th of April, which I have just read, otherwise he would not have written the letter he dld to the London 'Morning Chroulele.' I do not think that gentleman has ever been in very close touch with the masses of the people of this country, or with the electorate, and I think he would have done well to walt a little while until he became better acquainted with this question before he undertook to pose as a Canadian authority before the English people.

Now I do not propose to refer at any length to the mauner in which this legistation was introduced into this Honse. was introduced in a most peen ar manner. I cannot understand why the Prime Minister introduced It without having the advice and assistance of the ex-Minister of the Interior and the Minister of Finance. I believe if both those gentlemen had been present the educational clauses of this Bill would have been omitted, because the posltion they took in 1896 upon a similar issue was exactly opposite to the position they were obliged to take in support of the present measure. But the Prime Minister may have felt that he was taking the course of least resistance, and that In forcing the Bill harriedly iuto the House before these gentlemen returned he would have less resistence to overcome than he would have to meet from other quarters If he omitted these clauses from the Blll altogether. It seems to me lu looking into that feature of the case that the Prime Minister was a little over confident in taking the action he did, that his recent successes at the polls had led him to go a little too far and to take up a position which he found hint-

self unable to maintain.

Now, Sir, not having a legally trained mind, I am not able to say exactly what the ordinances of the Northwest legislature in respect to the school question meanbut it seems to me that they are liable to lead to a great many complications. We have the Fluance Minister saying that by this process separate schools in the Northwest will gradually disappear; while out

sed outside this House that they mean the introduction of the thin edge of the wedge, and will have the effect of multiplying them. Now, Sir, with all these opinions before us, would it not be infinitely hetter at the present time to drop out these clauses altogether? I submit that if the Minister of Finance is correct in the view he takes that separate schools will disappear altogether in a short time, and if he is supporting this measure because he believes that will be the ease. I cannot understand how his supporters, especially those from the province of Quebec whose views differ from those of other members in this House, can support that measure. Therefore, are we not drifting in another direction in this case the same as we drifted in 1896? Have i not proved to this House that the people of Ontarlo and the people of other parts of Canada generally believed in 1896 that the present Prime Minister was in principle opposed to separate schools in Maultoba, and are we not deceiving the people in the province of Quebec by this legislation? Is this legislation which the people of Quebee want? Will we not find this question eropping up again in the federal political arena in a very short time? I think that is bound to happen, and I believe that this legislation will be the beginning of strife and discord in this country.

Now before resuming my seat I desire briefly to refer to the peculiar position occupied by the ex-Minister of the Interior, the member for Brandon (Mr. Sifton). think I cannot better characterize his attltude upon this question than by saying that he has been trying to make a wide turning movement. He resigned to prevent separate schools becoming a part of the constitution of the Northwest provinces. The Prime Minister said it was a question of words only between himself and the member for Brandon, Indicating that it was not necessary for his colleague to resign, and that these clauses might have been amended so as to prevent his resiguation. The ex-Minister of the Interior has told us in effect that the government were not able to draw a legal document, that they dld not know the meaning of a legal document, that it was drawn by an office boy, or a draughtsman-I think the latter was the word used-that a draughtsman must have drawn the first educational clauses of this Bill. When that statement was made 1 did not notice any signs of humiliation upon the face of the Postmaster General, nor any very marked sign of humiliation upon the face of the Minister of Justice. If I understood correctly, the speech of the ex-minister, taken in connection with the accompanying circumstances, he himself must have drawn these amendments.

have the Fluance Minister saying that by: This is a great game, it seems to me. It this process separate schools in the North-has not been customary for the hon. Minwest will gradually disappear; while on lister of Justice to sit silent when charges the other hand we have the opinion express of that kind have been made in respect to

bls work. The hon. Minister of Justice does not lack courage and it is rather a peculiar position in which we find that hon, gentleman. We see him sitting doclie and calm, taking the thrusts of the hon, member for Brandon. Is it because there is any brotherly love that we do not know of, or affection. or charity existing between these hon, gentlemen? Is it out of the generosity of his heart that he is not going to pay any attention to these things? No, it is not that. It is a larger game, a bigge, game. The hon, member for Brandon knew, when he made that statement in reference to the draughtsman, that it was impossible for the hon. Mluister of Justice to answer him. He knew he could not answer him. The hon-Minister of Justice wants a law enacted granting the privilege that the amendment is designed to grant, the privilege of separate schools by Dominion legislation, and the hon. Minister of Justice knew that if he got up and contradicted the hon, member for Brandon in respect to the amendments being radically different from the original clauses that the Minister of Justice having a following in this House and his legal advice being respected, it would change the lutention and belief of the seven members from the Northwest, and he knew that if the belief of the seven members from the Northwest in the cause of the hon, member for Brandon were shattered they would not vote for this Bill, that there would be another holt and that might lead to a further bolt and the result was that the hou. Minlster of Justice had to sit lu his place and wait until every hon, member from the Northwest Territories and as many as possible from other parts of this country had committed themselves so that they would vote right. I think if I understand the temperament of the hon. Minister of Justice properly, at as late a date as possible he will get on his feet and say there is no practical difference between the amended clauses and the original clauses of this Bill. That is the view I take of the position of the hon. Minister of Justice.

I do not lutend to take up any very much time in referring to the conditions in England and France in regard to education to which some reference has already been made, I do not think it has very much to do with this question, because the circumstances in both these countries are so entlrely different from what they are in our own Northwest. They have no influx of different nationalities as we have and the question of how hest to assimilate these different peoples and different races does not come before the people of eller England or France. It is a mistake to suppose, lo so far as my information goes, that the chief study in the public schools of Great Britain is the study of religious dogma. The tendency in England is towards non-sectarlan, civic control. Prior to 1870 denominafloral schools existed in Great Britain. They ing up the nation. It requires every effort were not able to stem the tide of Illiteracy

and in 1870 the Forster law provided for the establishment of public and secular schools. From 1870 to 1902, forty-eight per cent of the c'alldren have been educated hi these schools. The denominational schools. as they existed previous to 1870, have shrunken in number. They have fallen from 100 per cent in 1870 to 52 per cent in 1902. By a law passed in 1902 denominational schools came partly under civic control and la the denominational schools religious instruction is being brought more under civic control all the time. There seems to be a forward movement in England in respect to education.

In France what is the situation? In 1879, under Jules Ferry, who was appointed Minlster of Public Instruction, a measure was adopted by which public schools were freed from all relation with the church. By a regulation of 1886 the employment in future in public schools of teachers belonging to religious orders was forbidden. At the end of 1897 there were 4,000,000 pupils going to seenlar schools and 1,500,000 pupils going to clerical schools. In the last few years schools maintained by religious associations have been abolished. In 25 years the national system has developed, the attendance has improved and there are better courses of study and better qualified teachers. I do not refer to this for the purpose of showing that the conditions which exist in England or in France are suitable to this country. but because of the explanation which has been made in this donse by some hon, gentlemen that these conditions are different from those which I have stated.

I do not intend to take up the attention of the House any longer. The question is: How are we to Canadianize the North-west? It is a very serious and a very pressing question. It may be in the interest of the Northwest to continue the system of separate schools which they have had and widen in all likelihood would be continued. but what I contend for and what I hold is that we should leave that question to them, and that we should not start out by emphasizing by Dominion legislation the Importance of dividing the children up into different camps and cliques. It may be necessary to do that, it may be in the interest of the people of the Northwest that there should be religious education, but what I say is that we should not emphasize the fact at this time taking everything hato consideration by our legislation. The new provinces should be permitted to deal with this question in the way which may seem best suited to their conditions as time goes on. their conditions? In these North-What : west Territories we have colonies of Species, Finns, Bohemians, Hungarians, Jews, Austrians, Germans, Russlans, Icelanders, Mennonites, Galielans and Donktobors. question is how to assimilate these races and how to secure their co-operation in buildwe can possibly think of to establish this

union, and I think, Mr. Speaker, in no way can this great task be better accomplished than by national public schools. This, Sir. is a provincial question. It is a provincial question in the province of Quebec notwithstanding the British North America Act. If there were not a word in the British North America Act in reference to the situation in Ontario and Quebec, the school system would be precisely the same as it is at the present time, because it is by provincial leg-Islation that these matters are regulated and the people of Quebec. Ontario and all the other provinces know better how to regniate these matters to suit their conditions than we do in this parliament. One condition is necessary in the province of Quebec where certain conditions prevail, another system in Ontario, another system in Nova Scotia and New Brunswick, and perhaps another system in Manitoba or in our great Northwest which is growing and into which so many different nationalities are going. I say it is essentially a provincial question. It is a provincial question in Ontario and

Queliee, notwithstanding the fact that reference is made to it in the British North America Act. I believe that upon the seven members from the Northwest must rest the responsibility for this legislation, because if these gentlemen had insisted upon the question being left to the provinces, there is no doubt but what they would have won the day. I am sorry for the course which events have taken. I believe that if the mestion had been left to the provinces the government would have been less embarrassed than they are at the present time by reason of the course which they have taken. I and other iron, members have said that it is unconstitutional to interfere with this question. We are doing something that is unconstitutions. We are amending the constitution. I say in the name of peace and in the name of harmon; let us drop these educational clauses out of the Bill. They are unconstitutional in any case, and let the provinces be free to act lu their own best interests as time goes on.

